

L'histoire de Pierre et Gabrielle GUILBERT, résistants yerrois

Par Béatrice Romey et Véronique Gossîôme-Roncin
Annexe : André Bourachot

[Ce document est aussi disponible au format HTML, sur notre site :
[Pierre et Gabrielle Guilbert.html](#)]



Le lieutenant FFI Gabrielle Guilbert photographiée après la Libération et portant sa croix de guerre et la médaille de la Résistance



Le capitaine FFI Pierre Guilbert, photographié en civil, probablement avant la guerre

Ce ne sont pas les seuls résistants yerrois ; nos rues gardent aussi la mémoire de compatriotes tués lors de l'insurrection de 1944 : Jean LEGRAND (21/8/44), [Guy GOTTHELF](#) (25/8/44) et [Jacques BOUTY](#) (25/8/44). Mais, à Yerres, aucune femme n'a laissé un nom pour son engagement au sein de la Résistance pourtant il y en a eu au moins une : Gabrielle GUILBERT.

Les épouses, compagnes ou parentes, ont d'ailleurs été nombreuses à s'engager dans les réseaux de lutte contre l'occupant, mais l'époque a fait de la Résistance, chez nous comme ailleurs, un mouvement entièrement masculin et, le temps passant, le souvenir de ces femmes a disparu ou, tout au moins, s'est estompé. Le couple GUILBERT, Pierre et son épouse Gabrielle, a marqué l'histoire de Yerres pendant la seconde guerre mondiale par leur participation active à la Résistance locale et c'est leur rendre un commun hommage aujourd'hui que de raconter leur histoire.

Dans les années 30, la famille GUILBERT est installée à Berck (Pas-de-Calais) ; Pierre est né à Boulogne-sur-Mer en avril 1908. Garagiste, il possède un garage important (environ 100 voitures). Il avait épousé le 6 juillet 1932 à Bercy Gabrielle Gossiôme née à Lille le 13 septembre 1909, Ils ont deux filles, Cécile, née en 1936 et Nicole née en 1937. Pierre est mobilisé le 3 septembre 1939 à la déclaration de guerre comme soldat conducteur sanitaire au 6^e groupe autonome d'artillerie¹ avec lequel il participera à la campagne 39-40. Il semble avoir reçu une formation d'infirmier. Il est fait prisonnier le 25 juin 1940 à Étival (région de Saint-Dié) dans les Vosges et interné dans différents *stalags*². Il s'y fait remarquer en reprochant aux Allemands de ne pas respecter la convention de Genève. Employé en tant qu'infirmier au lazaret du camp, il aide ses camarades à se faire passer pour grands malades et ainsi les faire évacuer vers la France. Il réussira, lui-même, à se faire rapatrier et rejoindra sa famille le 19 juin 1943.

Gabrielle entre en résistance

Date d'entrée dans la Résistance: dès juillet 1940.
Activité dans la Résistance: Ai formé le Groupe AGRO pour l'OCM. région forêt de Sénart. ai caché des Réfugiés. fourni de nombreuses fausses identités. Agent de liaison pendant l'insurrection entre Draveil et EM Paris. SITUATION MILITAIRE AVANT L'ENTRÉE DANS LES F.F.I. et Secteur-Est.
Arme :
Active ou Réserve :
Durée des services :
Dernier grade et date de nomination :
Dernière affectation :
Observations du Chef de Service :
Signature de l'intéressé :

Les côtes du Pas-de-Calais étant sous occupation allemande dans le but de préparer un débarquement en Angleterre, elle quitte Berck, très certainement en 1940, pour rejoindre la propriété de ses grands-parents à Yerres et elle entre dans la Résistance dès juillet 1940 au sein du groupe³ OCM (Organisation Civile et Militaire) ; laissons-lui la parole. Appelée à rédiger après la guerre une fiche de renseignement, voici, ci-contre, un extrait de ce qu'elle écrit et signe de sa propre main.

Il n'y a pas d'action armée en France occupée à cette époque⁴ et les mouvements de résistance, outre la volonté de maintenir la flamme, se contentent - et c'est beaucoup car cela peut valoir à leurs membres la déportation - d'apprendre la clandestinité, de s'organiser, de faire du renseignement, de recueillir et de faire transiter par l'Espagne les aviateurs alliés abattus au-dessus de la France, de fabriquer des faux papiers, etc. S'organiser, c'est probablement ce que Gabrielle va faire en premier et elle va former ce qui est nommé le secteur AGRO, acronyme dont nous ne connaissons pas la signification. Nous connaissons un peu mieux cependant sa zone de responsabilité (voir annexe) comprenant les communes de Draveil, Soisy-sur-Seine, Montgeron, Tigery, La Faisanderie (forêt de Sénart), Brunoy, Yerres, Crosnes, etc. La forêt de Sénart, qui abrite à la Faisanderie une dépendance des [Eaux-et-Forêts](#), est un endroit bien pratique pour camoufler des activités clandestines. Nous n'avons aucune information sur son ou ses contacts, ni sur les membres du secteur AGRO.

Comment a-t-elle rejoint l'OCM ? La totale clandestinité dans laquelle est né ce qui était à ses débuts un réseau implique une relation de voisinage, mais nous ignorons si l'occasion s'est présentée fortuitement ou si elle a fait œuvre de volontariat auprès d'un ou d'une de ses proches. Sa fille Nicole nous dit que sa mère connaissait une certaine madame Quesnay (dont nous reparlerons), veuve d'un économiste réputé à l'époque or l'OCM a été créé par [Maxime Blocq-Mascart](#), également économiste de renom.

Autre hypothèse, Gabrielle est la nièce de Maurice Gossiôme, libraire et imprimeur à Paris, rue de Turbigo qui a appartenu au réseau "Brutus", lui-même faisant partie... de l'OCM. Maurice a imprimé de faux papiers grâce à la falsification de timbres en caoutchouc que lui fournissait un autre membre du réseau.

Voici ce qu'écrit Nicole, sa fille, le 4 janvier 2025 et c'est peut-être à cet homme qu'elle fait allusion :

« Je savais que Maman avait beaucoup de mal à trouver de quoi nous nourrir. Elle allait tous les jours à la ferme chercher le peu de lait auquel nous avions droit. Il était vendu à la louche et il fallait le faire bouillir avant de le consommer. Elle passait aussi des heures à faire la queue... »

« En fait elle s'occupait de gérer la maison pour Grand-mère et Louise, sa vieille servante. Je suis sûre que ce fut un soulagement pour l'oncle Maurice de l'avoir là étant donné les âges de Grand-mère et Louise. »

Toujours est-il que cet engagement très tôt mérite admiration, d'autant plus qu'elle a deux filles très jeunes à sa charge et que son mari est prisonnier en Allemagne. Retenons également que pour une femme, à l'époque, prendre la direction d'un groupe de résistants n'est pas une chose courante ! Elle s'emploie activement à diffuser des tracts et des journaux clandestins, tout en organisant le camouflage au sein d'organisations forestières et agricoles de prisonniers évadés, de réfractaires et de résistants traqués, n'hésitant pas à les héberger chez elle chaque fois que nécessaire. Mais son engagement ne s'arrête pas là : elle recherche et transmet à ses supérieurs des renseignements militaires cruciaux, en particulier sur les défenses côtières de la Manche (région où elle a vécu au début de la guerre). Elle transmet également de fausses cartes d'identité et d'alimentation - peut être justement celles fournies par Maurice - et transporte des armes et des documents secrets de la Résistance. Au début de l'occupation, les femmes sont moins suspectées que les hommes et moins souvent contrôlées, cela ne durera pas.

Pierre entre en résistance

De retour dans son foyer, suivant l'expression consacrée. Pierre va entrer à son tour en résistance, sa femme lui ayant ouvert la route et il semble avoir pris le commandement du groupe en continuant les mêmes activités. Pierre et Gabrielle vont dorénavant œuvrer ensemble. Nicole précise que *« ...au retour de notre père, après avoir été prisonnier, nous sommes allées habiter chez Madame Quesnay étant donné leurs rôles dans la Résistance, sinon à Yerres, au moins dans la région. Le quartier général de leur réseau était à Draveil »*. Les Guilbert ont donc mis leurs enfants à l'abri. Pierre prend alors un pseudonyme : "Jacques", comme il était de règle dans les réseaux. L'OCM va rallier les [FFI](#) (Forces Françaises de l'Intérieur), organisation militaire créée à partir de février 1944, comme un peu tous les mouvements principaux de résistance sauf les [FTP](#) (Francs-Tireurs et Partisans).

Pierre va être nommé capitaine FFI à titre provisoire le 5 juin 1944 par un certain colonel Personne, mais son grade ne sera validé à titre définitif que le 2 juillet 1945. Notons qu'aucune archive ne mentionne sa nomination au grade de lieutenant comme c'est habituellement la règle avant la promotion au grade supérieur.

Le couple Guilbert et le château de Villiers à Draveil

À Draveil, au château⁵ de Villiers, se sont installés le vicomte François d'Origny, qui a effectué la campagne de 1940 comme officier de liaison entre l'Armée de l'air française et la Royal Air Force, et son épouse Gilonne, fervente gaulliste ; ils ont adhéré dès octobre 1940 à l'OCM. Ce réseau fait du renseignement et se charge du rapatriement vers l'Angleterre des aviateurs alliés abattus au-dessus de la France. Le château de Villiers, où la vicomtesse Gilonne d'Origny se montre très active, devient un point de rassemblement de ceux-ci avant leur évacuation. C'est là que le couple Guilbert œuvre pour la Résistance. Ils mènent alors une vie plus ou moins clandestine, accomplissant toutes les missions qui leur sont confiées en échappant à la recherche de la Gestapo et de la Milice. En ce printemps 1944, la Gestapo, sachant que le débarquement est proche, renforce la répression et tous les réseaux connaissent à cette époque des arrestations qui vont en décapiter certains. Les Guilbert y échapperont. Suivant certaines sources⁶, Pierre aurait alors commandé un "groupe de reconnaissance" baptisé "Isle de France".

La perspective du débarquement approchant, les mouvements se préoccupent de les transformer en de véritables unités militaires. Pour combattre, il faut des armes et des armes, tous les mouvements en manquent, les Anglais et les Américains alimentant chichement ce qu'on appelle des maquis. Ces armes arrivent de nuit par parachutage après réception d'un code indiquant la date. La recherche de terrains propices à ce genre d'activités devient une tâche essentielle car le parachutage d'armes ne peut évidemment se faire que dans des endroits adaptés avec l'obligation du recueil immédiat du matériel et de son camouflage avant redistribution. Cette tâche va être une des préoccupations de Pierre Guilbert dont le mouvement attend avec impatience de l'armement. Cette recherche se terminera mal.

La disparition de Pierre Guilbert

Vers le 10 août 1944, la Résistance locale, à travers le colonel-comte Chevert (de son véritable nom Pierre André Chavane), qui a établi son PC au château de Villiers, prépare une opération pour récupérer des armes promises par un mystérieux capitaine Jack, censé appartenir à l'Intelligence Service britannique. Pour ce faire, il décide de réquisitionner les camions du chantier des Eaux et Forêts basé à la Faisanderie de Sénart et dirigé par un certain André Labussière. Un informateur rapporte au colonel Chevert que M. parle parfaitement allemand. Le samedi 12 août, en l'absence de M. Labussière, le colonel Chevert réquisitionne les camions. Le lundi 14 août, ce dernier se rend au château de Villiers pour récupérer au moins un des camions. Il est immédiatement arrêté et interrogé. Il avoue se nommer Charles Zimmer et qu'il est né à Würzburg en Allemagne, réfugié juif lituanien. Toute sa famille est naturalisée française. Ne voulant ou ne pouvant donner ses liens avec la Résistance française, il sera exécuté dans la nuit du 14 au 15 août 1944 et enterré dans le parc du château. Il y a donc un risque que cet homme soit un indicateur de la Gestapo⁷.

Le guet-apens de la rue Leroux



Plaque commémorative⁸ rue Leroux

Malgré cela, le 16 août 1944, un groupe de sept résistants part du château de Villiers vers Paris pour chercher des armes. Parmi les résistants, Pierre Guilbert, "capitaine", de Yerres, part pour cette mission périlleuse. D'autres camions partent de plusieurs points d'Île de France en direction de la Porte Maillot. Celui de Draveil, retardé par une panne, arrive plus tard que prévu. À bord se trouvent, entre autres, Pierre Guilbert et deux gendarmes en uniforme censés faciliter les passages aux barrages allemands.

Sur place, un homme se fait passer pour un guide et les conduit rue Leroux dans le 16^{III}^e arrondissement. Il s'agit en réalité d'un traquenard monté par un agent français de la Gestapo, [Guy Marcheret⁸](#), alias "capitaine Jack". L'un des résistants comprend le piège et abat le guide, déclenchant une fusillade. Pierre Guilbert et ses compagnons se retrouvent pris sous le feu ennemi. Deux hommes sont tués immédiatement, tandis que les survivants, dont Pierre Guilbert, sont capturés, emmenés dans la cour du 14 rue Leroux et exécutés. Leurs corps seront ensuite transportés à la Grande Cascade au Bois de Boulogne avec ceux d'autres résistants fusillés.

L'annonce de ce drame provoque une vive émotion parmi les résistants réunis au château de Villiers. On craint que l'identification des gendarmes n'amène la Gestapo à Draveil pour y exercer des représailles. Il n'en sera rien car le groupe de la Gestapo française auquel appartenait Marcheret, satisfait de son "exploit", quitte Paris en direction de Nancy dès le 17 août.

Pierre Guilbert sera déclaré "mort pour la France" et fait chevalier de la Légion d'Honneur à titre posthume par le général de Gaulle le 29 octobre 1945. Cette promotion comporte l'attribution de la croix de guerre avec palme et il se verra décerné la Médaille de la Résistance. Sa citation commence par ces mots : « *Officier ayant toujours fait preuve du plus pur patriotisme et d'un complet désintéressement...* » et se termine par « *...est tombé glorieusement dans l'application de sa mission* ». Il semble avoir reçu également une autre citation le 16 juin 1945, signée celle-là [Koenig10](#) à l'ordre du corps d'armée.



Ces décorations n'ont évidemment pas pu lui être remises. Celles qui figurent sur la photo ci-contre sont, de gauche à droite : la légion d'honneur, la croix de guerre et la médaille de la Résistance.

La fin de la guerre et la Libération

Au lendemain de ce drame, Gabrielle Guilbert, qui deviendra le 15 septembre 1944 le lieutenant FFI Guilbert, reprend le commandement du groupe. La libération de Paris¹¹ approche et la III^e armée du général Patton a franchi la Seine en plusieurs endroits entre Créteil et Melun ; c'est elle qui libérera tout le sud-est de la capitale et donc notre région. L'avance est rapide mais les Allemands mènent ce qu'on appelle des actions retardatrices ; une ligne de contact se crée qui coupe les communications nord-sud entre les PC de la Résistance à Paris et les mouvements locaux. Gabrielle va s'employer à assurer, malgré tout, les liaisons jusqu'à la libération de Paris.

Son engagement depuis 1940 sera reconnu, mais il y faudra un peu plus de temps, son état de femme n'y étant certainement pas étranger. Elle sera faite chevalier de la Légion d'honneur tardivement par un décret signé le 30 octobre 1963 par le général de Gaulle qui lui attribue la croix de guerre avec palme. Mais elle avait déjà reçu une première citation portant également attribution de la croix de guerre avec une étoile d'argent. Le mémoire de proposition du 30 octobre spécifie notamment :

« *...effectua de nombreuses missions de liaison, entre autres les 24 et 25 août, où elle maintint le contact entre le PC de son colonel isolé en banlieue et le commandant Bourgoin...dût franchir plusieurs fois les lignes sous le feu de l'ennemi... a toujours fait preuve des plus belles qualités de bravoure et d'un mépris absolu du danger.* »



Il semble bien que cette décoration lui ait été remise par le général d'armée aérienne [Martial Valin](#)¹² ainsi que nous le montre la photo ci-dessus.

Gabrielle va rester dans ce qu'on pourrait appeler la mouvance de la Résistance après la guerre au sein de diverses associations français et étrangères, par exemple les très célèbres American Legion et Royal Air Force Association. Elle s'installe à Paris rue Pergolèse dans le 16^e arrondissement.

Elle continua ses contacts avec les anciens combattants et fut vice-présidente des Combattants Volontaires de la Résistance. La photo dessous montre sa barrette de décorations qu'elle portait probablement dans les cérémonies liées à la commémoration de la Résistance. De gauche à droite, on reconnaît la Légion d'Honneur, la croix de guerre (avec un clou et une palme) et la médaille de la Résistance. Les six autres médailles sont liées à son adhésion à différentes organisations, certaines étrangères.



Probablement sans profession autre que celle de mère de famille avant 1940, elle a dû trouver un emploi. Elle travaillera pour l'OCM, puis entamera une carrière au sein de différents organismes officiels, notamment au Quai d'Orsay auprès du ministère des Affaires étrangères dans différents services, notamment ceux appelés à gérer l'occupation française en Allemagne et en Autriche.

Elle aura la tentation de se présenter¹³ aux élections municipales d'avril 1945 à Paris au sein de l'Union Démocratique et Socialiste de la Résistance (UDSR) à laquelle adhère l'OCM, mais elle ne sera pas élue. Aux élections législatives de 1946, voulant rester elle-même, elle demandera à ses électeurs dans une lettre publique : « *fidèle à mes convictions républicaines, patriotiques et sociales* », de voter pour un socialiste au second tour des élections parce que « *... certains élus des listes UDSR avaient mêlé leurs bulletins de vote avec ceux de gens gardant le regret du régime de Vichy qui, avec la Gestapo, a provoqué la mort héroïque de mon mari...* »



Manifestation probablement sur les Champs Elysées, à une date inconnue, après la guerre avec Gabrielle Guilbert au premier rang

Gabrielle décéda à Maisons-Laffitte le 29 juin 1976 quelques mois avant sa soixante-septième année. Elle sera inhumée à Yerres aux côtés de Pierre. Sur la pierre tombale nue, seulement une palme, symbole discret, trop discret, d'un grand sacrifice et d'une grande histoire qu'il ne faut pourtant pas oublier. Si le nom de Pierre nous est familier en suivant les rues de Yerres, celui de Gabrielle a disparu de notre mémoire commune. Il est encore temps de réparer ; il faut se souvenir de Gabrielle Guilbert.

Béatrice Romey et Véronique Gossiôme-Roncin

Annexe : Note sur l'Organisation Civile et Militaire (OCM)

La création de l'organisation

C'est une des plus importantes organisations de résistance de la Seconde Guerre mondiale. Elle est née très tôt en décembre 1940, mais le nom, que l'histoire a retenu, n'apparaîtra que plus tard au début de l'année 1941.

Il faut essayer de s'imaginer ce que pouvait être l'état d'esprit des Français sonnés par la défaite avec un pays coupé en deux dont la moitié nord était occupée par l'armée allemande et la moitié sud dirigée par un gouvernement qui avait changé le régime politique du pays. L'OCM va naître en zone occupée et c'est ce qui en fait une de ses particularités. Elle n'aura jusqu'à la fin de la guerre que peu de présence en zone dite libre, même après l'invasion de la zone sud par les Allemands.

Les premiers réseaux n'étaient que de simples réunions de petits groupes d'amis plus ou moins proches qui se sont retrouvés et ont essayé d'évoquer l'avenir de leur pays. Quoi faire et avec qui ? D'abord se rencontrer puis se regrouper et mettre sur pied un programme d'actions qui ne pouvaient être que clandestines.

Deux hommes ont joué le rôle principal dans la création de l'organisation : un civil Maxime Bloch-Mascart, économiste, conseiller d'un groupe industriel parisien et, le second, un officier de réserve [Jacques Arthuys](#) engagé en 1914 dans la cavalerie, puis passé dans l'aviation. Les sensibilités politiques sont diverses, mais à la création de l'organisation la majorité de ses membres est de droite et quelquefois certains ont adhéré à des partis politiques appartenant à la droite plus dure, par exemple le Parti Social Français (PSF) du colonel de la Rocque ou les Croix de Feu, mouvement issu de l'Action Française. Un peu paradoxalement, certains autres membres viennent (et il y en aura de plus en plus) de la SFIO, autrement dit du parti socialiste. Arthuys sera arrêté par les Allemands le 21 décembre 1941 et déporté en Allemagne où il décédera en août 1943 mais la relève existait.

Il était entouré de plusieurs militaires d'active, ou récemment rendus à la vie civile. L'un d'entre eux, le colonel [Touny](#) va pouvoir remplacer Arthuys. L'OCM va alors se structurer en deux bureaux, un bureau civil dirigé par Bloch-Mascart et une sorte de bureau militaire sous les ordres de Touny. L'organisation va rapidement créer un comité directeur et prendre de l'ampleur en se développant au niveau régional et départemental mais toujours en zone occupée. Elle a besoin d'un soutien extérieur et ce sera, bien sûr, à Londres où se trouve le général de Gaulle qui s'affirme de plus en plus au fil du temps comme le fédérateur des mouvements de résistance en France occupée. Vers la mi-1942, Touny a un contact avec Gilbert Renault, alias [Rémy](#), fondateur d'un réseau dénommé la Confrérie Notre Dame et en liaison avec le Bureau central de renseignements et d'action ([BCRA](#)) de la France libre.

La maturité

À partir de cette date, l'OCM va pouvoir grandir en recevant de Londres argent, armes (peu) et consignes. En retour, l'OCM, en liaison radio avec le BCRA, transmet les renseignements obtenus qu'elle glane grâce à ses membres sur le terrain ou dans les administrations : mouvements des troupes allemandes, localisation des dépôts, emplacement des unités et des PC, informations sur la construction des fortifications allemandes sur les côtes de la Manche et de l'Atlantique, etc. La relation politique avec de Gaulle ne sera pas toujours facile, le général, dont l'ambition exprimée était de restaurer l'État, en bon militaire, ne conçoit les relations avec les organisations de résistance que comme de supérieur à subordonnés ce qui n'est évidemment pas ainsi que les mouvements comprennent leur action.

La structuration et l'organisation de l'OCM en métropole ne vise pas à engager des actions armées contre une Wehrmacht toujours puissante mais à se préparer à les déclencher le jour du débarquement des alliés en France. Cela n'empêchait pas de se livrer chaque fois que cela semblait possible à des actions de sabotage essentiellement sur les voies ferrées et sur les lignes téléphoniques.

Il faut donc pour le jour "J" réunir troupes et armes et pour attirer les volontaires et noyauter toutes les administrations publiques de Vichy. Ce recrutement est souvent cause de déboires graves car l'ennemi l'utilise pour introduire des "taupes" dans les réseaux et les faire tomber le moment venu. C'est ce qui se produira malheureusement souvent et c'est ainsi que Touny sera arrêté le 25 février 1944 et fusillé dans les fossés de la citadelle d'Arras fin février 1944 alors qu'il était depuis quelques mois à la tête de l'OCM.

La Résistance va évoluer. Le 27 mai 1943, [Jean Moulin](#) réussit la gageure de réunir à Paris le premier Conseil National de la Résistance (CNR) composé des huit grands mouvements dont l'OCM représentée par Jacques-Henri Simon, puis par Maxime Bloch-Mascart. Ce CNR va vouloir se doter d'un bras armé ce sera l'armée secrète (ou AS) dirigée par le général [Delestraint](#). Primitivement constituée en zone sud, l'AS va avoir un peu de mal à engorber les mouvements de la zone nord occupée, mais l'OCM y adhérera assez rapidement. Le débarquement approchant, Londres souhaite transformer l'AS et les mouvements, qui ne l'ont pas rejointe comme les FTP d'inspiration communiste, en un ensemble plus cohérent et surtout plus facilement commandable ; ainsi naîtront en février 1944 les Forces Françaises de l'Intérieur (FFI) auxquelles appartiendra l'OCM. Il y a ainsi la volonté de passer à l'insurrection armée.

L'OCM dans notre région

Qu'en est-il pour notre région ? Cette région sud-est de la Seine, alors en Seine-et-Oise, fait partie de la région P et tout le département appartient à une zone identifiée comme P2, la région elle-même étant passé juste avant la Libération sous les ordres du communiste [14 Rol-Tanguy](#). Aucune de nos archives ne nous a permis d'identifier exactement le secteur (quelquefois appelé sous-secteur) dénommé AGRO et, notamment, son étendue géographique. Certains indices montrent que ce pourrait être aussi le nom (peut-être celui de son fondateur) d'un petit réseau qui serait resté local. Toujours est-il qu'en février 1944, à la création des FFI, l'OCM comptait très approximativement en Seine-et-Oise un peu plus de 10 000 hommes dont seuls 75 étaient armés, ce qui explique la recherche quasi désespérée d'armes et ses conséquences dans la mort de P. Guilbert.

Ce secteur AGRO était passé en juin 1944 sous les ordres d'un nouveau venu, le lieutenant-colonel Pierre Chavane, authentique capitaine de réserve de l'armée française et curieux personnage contesté par ses pairs, peut-être pour des raisons politiques. Il se fait appeler "de Chevert" et s'installe au château de Villiers à Draveil. C'est un ami d'un colonel d'aviation Heurtaux qui a joué un rôle dans la création de l'OCM. Il semble bien que P. Guilbert, consulté, ait accepté son arrivée, ce qui sous-entend que jusque-là il assurait le commandement ou, tout au moins, qu'il jouait un rôle important dans ce réseau depuis son retour de captivité en 1943.

À partir de la création des FFI, Chavane est déclaré commander un régiment, le III^e régiment FFI dont le PC est justement à Draveil. Ce régiment n'avait d'autre réalité militaire que le nom qu'il portait et n'était certainement pas une unité au sens traditionnel du terme. Le jour de la Libération de Yerres, on verra apparaître des civils portant un brassard FFI avec la mention "III^e régiment FFI". De même, les grades dont se dotent les résistants, qui y servent, sont reconnus "par assimilation". P. Guilbert, suivant l'interprétation qu'on peut faire des divers documents qui nous sont parvenus, commande alors le groupe reconnaissance de ce "régiment", groupe dénommé "Isle de France" et c'est probablement à ce titre qu'il a tenté de récupérer des armes à Paris.



Brassard FFI d'un Yerrois avec, en haut à droite, la mention "III^e régiment"

Chavane déclare avoir commandé dans les jours de juillet-août 1944 3275 hommes répartis dans les communes de Draveil, Soisy / Seine, Montgeron, Tigery, La Faisanderie (forêt de Sénart), Brunoy, Yerres, Crosnes, etc. et d'avoir fait 285 prisonniers allemands et capturé quatre canons. La précision des chiffres, à l'unité près, est évidemment illusoire et rend le propos un peu suspect.

Notons que ce qui est appelé un camp de concentration (mais qui n'en est pas un au sens historique du terme, plutôt un camp de détention) a été installé en forêt de Sénart dans le camp dit des Eaux-et-Forêts dans [15](#) et autour de la Faisanderie. Il a compté à l'automne 1944 en attente de parution devant des commissions d'épuration jusqu'à 280 détenus pour une capacité théorique de 75 places.

L'après-guerre

Après la Libération, l'OCM, comme toutes les organisations de résistance, va devoir être "liquidée", et, à ce titre un de ses membres sera déclaré officier liquidateur et procédera aux inventaires, réglera les divers et très nombreux contentieux et répondra aux innombrables demandes des administrations civilo-militaires reconstituées, notamment pour valider les états de service demandés pour l'attribution des récompenses, certificats d'appartenance, citations, décorations, etc.

Comme beaucoup d'autres, également, elle va se transformer en association loi de 1901 sous l'appellation d'*Association pour l'organisation Civile et Militaire de la France*, déclarée le 28 novembre 1944, et elle installera son siège social 138 avenue des Champs-Élysées à Paris (il changera ultérieurement d'adresse) et c'est là que Gabrielle exercera une activité.

L'OCM va continuer à vouloir jouer un rôle politique, tout comme elle avait commencé à le faire tout au long de l'occupation en publiant *Les cahiers de l'OCM* (quatre occurrences). Devenue un mouvement de gauche d'inspiration socialiste, elle participera activement aux débats foisonnants concernant l'élaboration d'une nouvelle constitution et le vote des lois de nationalisation. Ses avis seront relayés par un organe de presse important : *Le Parisien Libéré*, qui subsiste de nos jours.

Sources :

- Arthur Calmette, L'*OCM*, organisation civile et militaire, Paris, Puf, 1961.
- Service Historique de la Défense : GR16 P : 125100 ; GR16 P : 263977 ; GR 16 P : 416801.
- Archives départementales 91 : 982W/4

André Bourachot

Notes :

- [1.](#) Unité très particulière et probablement unique chargée du repérage des avions. Elle comptera dans ses rangs un dessinateur qui deviendra célèbre, le caricaturiste [Dubout](#).
- [2.](#) Stalag XIII A à coté de Nuremberg, puis stalag XI B en Basse Saxe.
- [3.](#) Voir annexe.
- [4.](#) Sauf celle du parti communiste.
- [5.](#) Aujourd'hui transformé en centre culturel et devenu hôtel de ville.
- [6.](#) Voir annexe. En fait un lieutenant-colonel ; c'est là aussi un pseudonyme. Notons que nous ne connaissons pas le pseudonyme de Gabrielle.
- [7.](#) La suite montrera qu'il n'en était rien. Quatre autres "collaborateurs" ont été exécutés à la même époque au cimetière de Draveil.
- [8.](#) Il sera arrêté, condamné à mort, et exécuté le 20 avril 1949.
- [9.](#) La plaque a disparu à une date indéterminée.
- [10.](#) Gouverneur Militaire de Paris à cette époque.
- [11.](#) La grève générale, prélude à la libération de la capitale, commence le 18 août.
- [12.](#) Le général Valin a rejoint de Gaulle dès 1940 et il a probablement connu d'autres aviateurs membres de l'OCM, notamment le capitaine Heurtaux, ancien de l'armée de l'air.
- [13.](#) Elle se présente comme employée et femme de fusillé.
- [14.](#) Il contresignera la capitulation allemande de Paris avec le général Leclerc qui se fera "remonter les bretelles" par de Gaulle pour l'avoir autorisé
- [15.](#) On y faisait pendant l'occupation du charbon de bois, seul combustible ou presque de l'époque, y compris des véhicules dits à gazogène